

planification économique relativement à la production canadienne.

Monsieur l'Orateur, si l'on étudie le bill C-87, on constate que l'article I se lit comme il suit:

La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur l'Office national de développement économique.*

Si l'on en continue la lecture, on constate que les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 sont consacrés à la création de cet office, commission ou comité. Il n'y est pas du tout question d'orientation économique, mais on parle du traitement du président ou de la rémunération des directeurs ou membres dudit office.

Par ailleurs, l'article 9 se lit ainsi:

Il incombe à l'Office de fournir au Ministre tous les avis et renseignements les plus propres à aider le gouvernement du Canada à favoriser un rythme rapide et soutenu de croissance économique au Canada, à consolider la situation internationale du Canada sur le plan financier et commercial, et à atteindre les niveaux les plus élevés possibles de production et d'emploi utiles, de façon à assurer la hausse des niveaux de vie dans toutes les régions du Canada, et lui incombe, notamment,

c) d'examiner et évaluer des initiatives particulières d'assez longue portée, que celles-ci comportent ou non une participation gouvernementale directe, sous forme d'aide financière ou autre, de soumettre au Ministre un rapport à ce sujet, et lui présenter des recommandations quant à toute semblable initiative qui, de l'avis de l'Office, pourrait contribuer de façon appréciable à l'expansion et à l'essor de l'économie nationale.

Monsieur l'Orateur, à l'heure actuelle, tous les partis politiques canadiens cherchent, par tous les moyens possibles, à présenter comme raisonnables à l'ensemble de notre population des plans et des systèmes de planification relativement à la production canadienne, alors que le problème de la production canadienne est réglé. Faisons des plans, faisons des ratapans, si c'est nécessaire, la production est là quand même. Il s'agit de distribuer cette production. C'est justement ce à quoi aucun membre de la Chambre, sauf les membres du Crédit social, ne s'attaque présentement ni n'offre une solution plausible ou acceptable.

Lorsque j'entends les honorables députés d'en face et de ma droite nous parler de planification à long terme, alors qu'il y a 500,000 chômeurs au Canada—ce qui signifie qu'environ deux millions et demi de personnes manquent du nécessaire—et de planification de la production, alors que tout est là dans nos magasins et que du monde crève littéralement de faim, je me demande où nos gens ont la tête présentement, quelque soit leur parti.

Cela me fait penser à un type qui distribue des livres de recettes Robin Hood à travers le Canada. Je vois une mère de famille de dix enfants qui s'assoit sur le coin de la table avec un beau livre neuf de recettes Robin

Hood, et la bonne mère de famille commence à lire des recettes de gâteaux au chocolat, de gâteaux marbrés, de gâteaux à la vanille et de galettes de toutes sortes; seulement les dix enfants n'en ont pas; ils en ont l'eau à la bouche, naturellement, et à un moment donné, le plus vieux de la famille dit: «Maman, écoute-moi bien, c'est beau de nous lire les recettes Robin Hood, mais tâche de les mettre dans le fourneau afin que nous y goûtions, afin que nous ayons le gâteau». Ce sont des présentateurs de recettes.

Mon ami qui parlait tout à l'heure, nous a présenté une recette. Mon autre honorable ami de Brome-Missisquoi (M. Grafftey) a présenté une recette. On nous présente des recettes alors que l'abondance est à nos portes, alors que nous avons tout au Canada.

Comme je le dis et le répète, tant en dehors de la Chambre qu'ici, le problème n'en est pas un de production. Ce n'est pas un problème de planification de la production. C'est un problème de distribution et d'orientation de la production vers la consommation. C'est ce à quoi les créditistes s'attaquent présentement, comme ils l'ont fait depuis 25 ans, même si on nous dit que les créditistes sont des imprimeurs d'argent, comme je l'ai entendu dire par certains de mes amis socialistes il n'y a pas tellement longtemps: ils n'aiment pas se faire appeler des socialistes, mais ils en sont quand même.

Même si l'on n'aime pas cela, le problème réside quand même dans la distribution des biens et des services existant au Canada; ils sont là. Il s'agit de satisfaire aux besoins de la nation.

Le but de l'économie canadienne n'est pas de procurer des emplois, même si nous créons cette commission, cet Office national de développement économique.

Le but...

**M. Cook:** C'est peut-être de créer un lieu de retraite!

**M. Caouette:** Oui, un lieu de retraite, probablement, comme le dit mon honorable ami de Montmagny-L'Islet (M. Cook), un lieu de retraite pour d'autres fonctionnaires, d'autres personnes importantes qui ont fait leurs preuves dans les cadres des vieux partis politiques. Dieu merci, ils n'existeront pas tellement longtemps à partir de maintenant.

**Une voix:** Ça, c'est un optimiste!

**M. Caouette:** Monsieur l'Orateur, la distribution des biens et des services pour les consommateurs au Canada; le problème est là. Le problème n'est pas d'ordre productif, il est d'ordre distributif. Or pour permettre, comme je le disais tout à l'heure, à l'économie